

# En Catalogne, les enquêtes menées par la Cour suprême

**Espagne Nouvelle donne dans la bataille juridique autour des leaders indépendantistes.**

Un juge de la Cour suprême espagnole va diriger directement les enquêtes visant les dirigeants indépendantistes catalans pour "rébellion", dont Carles Puigdemont, ce qui pourrait faciliter la remise en liberté de certains inculpés.

Le juge Pablo Llarena "s'est déclaré compétent pour enquêter sur la responsabilité pénale de l'ex-président de la Generalitat (exécutif catalan) Carles Puigdemont, des 13 ex-conseillers (ministres régionaux destitués par Madrid) et des présidents des associations ANC et Omnium", a annoncé la Cour dans un communiqué.

Le juge, un fin connaisseur des affaires de Catalogne où il a vécu de nombreuses années, a estimé que toutes ces affaires étaient "connexes", et qu'elles devaient faire l'objet d'une seule et même enquête. Et ce d'autant plus que la "rébellion" dont il est question implique l'action "coordonnée" des personnes mentionnées.

M. Puigdemont et les autres sont soupçonnés de charges lourdes comme la rébellion ou la sédition, qui peuvent déboucher sur des peines allant jusqu'à 30 ans de prison, pour avoir cherché à faire sécession de l'Espagne. Ils avaient été destitués par le gouvernement du Premier ministre espagnol Mariano Rajoy, après la mise sous tutelle de la région par celui-ci, le 27 octobre.

**Un juge au-dessus des tensions**

M. Puigdemont et quatre "minis-

tres" destitués se trouvent en Belgique, où la justice doit se prononcer sur un mandat d'arrêt international les visant émis par l'Espagne. Huit ex-ministres et les dirigeants des associations indépendantistes Jordi Cuixart et Jordi Sanchez sont incarcérés.

Le juge Llarena, dont la réputation d'équité a été soulignée même par la presse indépendantiste, enquêtait déjà pour "rébellion" sur six parlementaires catalans et il avait choisi de leur permettre de rester libres après la mise en place, pour cinq d'entre eux, de contrôles judiciaires assortis de cautions. En échange de quoi les mis en cause ont fait savoir qu'ils acceptaient l'ordre constitutionnel en vigueur en Espagne. Il pourrait suivre la même voie avec le reste des responsables incarcérés par un autre juge, d'une juridiction inférieure, l'Audience nationale, désormais délestée de ces enquêtes.

La décision peut intervenir à tout moment si des demandes sont formulées en ce sens par les responsables inculpés, à temps peut-être pour certains pour faire campagne dans le cadre des élections régionales convoquées pour le 21 décembre en Catalogne, où les indépendantistes partent encore favoris.

**Vingt-deux personnes**

Désormais, le sort judiciaire de 22 personnes sera donc entre les mains du magistrat de la Cour suprême : celui de Carles Puigdemont et 13 membres destitués du gouvernement catalan, des présidents d'associations indépendantistes Jordi Cuixart et Jordi Sanchez, de la présidente du parlement Carme Forcadell et de cinq autres élus. (Belga)

Le sort judiciaire de 22 personnes sera donc entre les mains du magistrat de la Cour suprême.

## Plus de 50 000 Catalans à Bruxelles

■ Une énorme manifestation sera organisée le 7 décembre en soutien au président catalan déchu Carles Puigdemont.

Que ce soit en voiture, en train, en avion ou en autocar, ce sont des dizaines de milliers de manifestants qui vont débarquer dans la capitale le jeudi 7 décembre en provenance

de toute l'Europe. Le but : soutenir le président catalan déchu, Carles Puigdemont, toujours exilé à Bruxelles.

Une information de nos confrères de la DH confirmée par la police. "Une demande officielle a effectivement été émise par les organisateurs le 9 novembre. Entre-temps, deux réunions ont eu lieu afin d'organiser l'encadrement de cet événement. Une autre réunion est prévue prochainement étant donné que l'on ne connaît pas encore le programme

*complet de la journée*”, explique Ilse Van de Keere, porte-parole de la zone de police Bruxelles Capitale-Ixelles.

#### **Large mobilisation**

Les organisateurs évoquent la venue, pour le moment, de 10 000 manifestants. Mais ils seront en réalité bien plus nombreux. Preuve en est, les 18 000 chambres d'hôtel de la Région bruxelloise affichent déjà complet et de nombreux vols charters ont été affrétés pour faire des allers-retours depuis les quatre coins de l'Europe.

Deux organisations indépendantistes catalanes – ONC et Omnium Cultural – sont à l'origine de cette manifestation sous le slogan “Tous à Bruxelles”. Le rendez-vous est fixé dès 10 h dans le parc du Cinquantenaire. Les manifestants se mettront en marche à partir de 11 h et se rendront du côté du rond-point Schuman pour manifester devant le siège des institutions européennes.

Cette manifestation est organisée en marge des élections anticipées qui auront lieu le 21 décembre dans toute la Catalogne.

**Arnaud Farr**